Fondation Jean Jaurès

International

LES THINK TANKS NÉOLIBÉRAUX LATINO-AMÉRICAINS : PÉRIMÈTRE ET OBJECTIFS

Miguel Serna

14/04/2026

Entre guerre culturelle et influence sur les politiques publiques, les laboratoires d'idées néolibéraux émergent comme des acteurs clés dans la consolidation des droites radicales en Amérique latine. Alliant libéralisme économique et conservatisme moral, ces structures – qu'elles soient doctrinaires ou technocratiques – agissent en symbiose avec les élites économiques et les partis politiques pour redéfinir les équilibres idéologiques du continent. Miguel Serna, sociologue à l'Université de la République d'Uruguay, en analyse ici les stratégies, les réseaux et les impacts concrets, dans le cadre d'un dossier de différentes contributions coordonné par Jean-Jacques Kourliandsky.

Les *think tanks* ont connu un activisme croissant et une expansion quantitative marquée au niveau international, notamment par leur influence sur les politiques publiques. Les *think tanks* néolibéraux ont également accru leur visibilité dans l'agenda public contemporain, marqué par la guerre culturelle, portée par l'ascension des droites radicales et la construction de l'hégémonie culturelle néolibérale sur le sens commun de la vie quotidienne des vastes groupes et des masses populaires. En Amérique latine, le pouvoir des centres néolibéraux s'est développé conjointement à leur engagement avec les groupes sociaux conservateurs, renforcé par leurs liens avec les élites économiques, les droites politiques et les soutiens de réseaux transnationaux.

Des acteurs centraux de la diffusion du néolibéralisme

Le terme *think tanks* désigne des laboratoires d'idées qui déploient leurs activités à la fois dans le champ culturel et dans les luttes idéologiques. Cela explique les deux visages de ce type d'organisations, qui agissent en tant que centres de production et de diffusion d'idées, avec pour objectif de participer aux luttes et de soutenir les groupes de pouvoir dans leur travail quotidien

visant à maintenir la domination sociale.

Ils sont qualifiés de néolibéraux en raison de leur affiliation à l'idéologie du marché et de la liberté économique individuelle, qu'ils présentent comme des justifications morales à la fois de la structure économique et de l'ordre politique. Le libéralisme économique s'appuie également sur une conception de l'État minimal, caractérisée par des attitudes anti-étatiques et une méfiance vis-à-vis de l'intervention de l'État dans les sphères économiques et sociales.

Bien qu'ils défendent de manière radicale la liberté et l'individualisme économiques, ils entretiennent, du point de vue culturel, un lien paradoxal avec les matrices de la pensée conservatrice. Dans le contexte contemporain, ils ont répondu aux demandes des droites radicales en s'engageant dans la bataille culturelle sur le terrain moral, autour de l'agenda anti-genre, de l'opposition à la communauté LGBT+ et à la culture dite « woke ».

Quelles sont les spécificités de cette catégorie de *think tanks*, au-delà de leur idéologie ? Quels types de ressources et de supports mobilisent-ils concrètement ? Et par quels mécanismes exercent-ils leur influence politique ?

Pour mieux cerner ce phénomène, nous engageons une recherche visant à analyser les traces concrètes du phénomène et à étudier le mode d'organisation des centres de pensée néolibéraux. Dans le cadre de cette étude, seize *think tanks* néolibéraux, issus de six pays, ont été sélectionnés. Parmi eux, neuf sont des centres à vocation doctrinale, dont les dates de fondation sont indiquées entre parenthèses : Fundación Libertad (FL) (Argentine, 1988), Fundación Faro (Faro) (Argentine, 2024), Fundación Jaime Guzmán (FJG) (Chili, 1991), Caminos de la Libertad (CDL) (Mexique, 2006), Mexicanos contra la Corrupción y la Impunidad (MCCI) (2015), Instituto de Pensamiento Estratégico Ágora (IPEA) (Mexique, 2008), Instituto Libertad y Democracia (ILD) (Pérou, 1981), Instituto Político para la Libertad (IPL) (Pérou, 2005) et Centro de Estudios para el Desarrollo (CED) (Uruguay, 2015) ; et sept sont des centres technocratiques : IERAL-Fundación Mediterránea (Argentine, 1977) Centro de Estudios Públicos (CEP) (Chili, 1980), Libertad y Desarrollo (LYD) (Chili, 1990), Fedesarrollo (Colombie, 1970), Instituto Mexicano para la Competitividad (IMCO) (2003), México Evalúa (MEXEVA) (2009) et le Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social (CERES) (Uruguay, 1985).

Une double structuration : centres doctrinaires et technocratiques

Si tous les centres néolibéraux se rallient au paradigme d'un modèle économique unique, l'analyse du rôle de l'idéologie dans leur organisation et leurs missions permet cependant d'en distinguer

deux types : les centres doctrinaires et les centres technocratiques.

D'un côté, pour les centres dits doctrinaires, le modèle du marché n'est pas seulement une doctrine ou un credo : il s'est transformé en un instrument central pour la lutte idéologique et la guerre culturelle menée envers l'opinion publique. L'idéologie y occupe une place fondamentale, structurant à la fois l'identité organisationnelle et la production de contenus destinés aux médias et aux réseaux sociaux. Leur objectif ? Construire une hégémonie culturelle en influençant le sens commun de publics variés, tout en incitant à la mobilisation et à la résistance citoyenne contre les gouvernements populistes.

Par ailleurs, ces centres mettent en œuvre des stratégies destinées à renforcer la notabilité symbolique des personnalités conservatrices. Ils organisent notamment des événements publics (dîners, réceptions) afin de fédérer les intellectuels et dirigeants conservateurs les plus influents à l'échelle internationale.

D'un autre côté, pour les centres technocratiques, l'idéologie se présente comme un paradigme purement technique, servant de cadre au développement de connaissances expertes. Leur rattachement à l'idéologie du marché en devient ainsi plus discret. Ce paradigme s'intègre dans des savoirs spécialisés, présentés comme des outils techniques, des dispositifs apparentés à des instruments neutres et détachés des clivages partisans. Leur production se concentre avant tout sur des connaissances appliquées, destinées à éclairer les processus de décision dans les politiques publiques.

L'organisation des *think tanks* présente également des différences significatives. Les centres doctrinaires adoptent une structure organisationnelle plus simple, composée d'un petit nombre de permanents et de peu de professionnels ou de scientifiques. Leurs activités de production de savoir, lorsqu'elles existent, restent limitées. Leurs missions principales se concentrent sur la communication, la mobilisation citoyenne, ainsi que la formation et le recrutement de jeunes cadres destinés à occuper des postes dirigeants.

En revanche, l'organisation des centres technocratiques se révèle plus complexe, avec une gouvernance différenciée entre direction politique et direction technique, ainsi qu'un effectif permanent plus nombreux. Leurs équipes regroupent des professionnels hautement qualifiés et accrédités, souvent formés dans des établissements supérieurs à l'étranger (notamment aux États-Unis). Elles développent des activités spécialisées centrées sur la production de connaissances appliquées, ainsi que des dispositifs de surveillance et d'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Des réseaux et des mécanismes d'influence politique

Les centres de pensée néolibérale mobilisent et développent un réseau dense de pouvoirs économiques. D'une part, ils se soutiennent grâce à leur affiliation aux vastes réseaux transnationaux du *mainstream* néolibéral économique (le Atlas[1] et le Hacer[2]. Ils entretiennent des liens étroits avec des réseaux internationaux de la pensée politique conservatrice (la FIL[3] et le Relial[4]), notamment au sein des centres doctrinaires.

D'autre part, ils tissent des liens solides avec les grandes entreprises, les groupes économiques et les entrepreneurs, qui permettent le financement des activités. En parallèle, les dirigeants de grandes entreprises s'impliquent dans les fondations à travers leur participation dans les conseils d'administration – une pratique particulièrement répandue dans les centres technocratiques.

La FL argentine compte plus de 130 entreprises[5], membres fondateurs qui financent les activités de la fondation.

L'IERAL, rattaché à la Fundación Mediterránea d'Argentine, a pu compter, dès sa création, sur le soutien actif et l'implication de figures influentes au sein de son conseil d'administration, telles que Piero Astori, représentant 34 entreprises de Córdoba. Ce lien historique perdure jusqu'à aujourd'hui, la présidence étant assurée, depuis 2017, par sa fille, María Pía Astori. Parmi les autres figures marquantes, on retient l'entrepreneur Fulvio Pagani[6], ainsi que ses fils, qui ont également siégé au conseil d'administration du groupe Arcor. Notons que la famille Pagani figure sur la liste Forbes des milliardaires argentins[7].

Les relations entre les patronats et l'IERAL de la Fundación Mediterránea ont fait l'objet de plusieurs études. La fondation a vu le jour dans la province de Córdoba, qui possédait une forte tradition d'entreprises du secteur industriel, à l'initiative d'associations d'industries locales et de jeunes économistes de l'université nationale de Córdoba afin de compenser les désavantages par rapport aux entrepreneurs de la capitale, Buenos Aires[8]. Bien qu'ancrée dans son territoire

d'origine, la fondation a étendu son influence à six autres provinces, s'imposant progressivement comme un acteur majeur sur la scène nationale. Durant ses deux premières décennies, le cercle de ses bienfaiteurs s'est à la fois renouvelé et élargi, passant à plus de 400 grandes entreprises et groupes économiques, parmi lesquels Bunge y Born, Pérez Companc, Garovaglio y Zorraquín, ainsi que des groupes majoritairement contrôlés par des entreprises étrangères, telles que Techint, Quilmes, Macri, Renault, Coca Cola, Shell et Johnson & Johnson[9].

La création de la Fedesarrollo en Colombie a été encouragée par un groupe d'entrepreneurs sous l'impulsion de Manuel Carvajal, qui a joué un rôle important dans la formation de l'association nationale des entrepreneurs colombiens, en occupant lui-même le poste de ministre des Mines[10].

La mise en place d'un modèle économique orthodoxe de libre marché au Chili a été fondée sur le soutien du milieu des affaires aux institutions culturelles chargées de diffuser et de légitimer la pensée néolibérale. Entre les universités, la presse économique et les *think tanks*, le CEP occupe une place d' « interlocuteur privilégié » entre les entrepreneurs et les instances politiques du gouvernement. Dès le début, on trouve parmi les donateurs des noms d'hommes d'affaires de renom tels qu'Eliodoro Matte Ossa, Fernando Larraín, Javier Vial, Jorge Ross, José Borda, Jorge Yarur et Sergio Markmann, qui ont intégré les conseils d'administration et ont ensuite attiré d'autres cadres et entrepreneurs issus de grandes entreprises et de groupes économiques. L'étude menée sur 79 entreprises, personnes morales et physiques donatrices en 2021, qui finançaient l'activité du CEP et la composition des conseils d'administration et des comités du centre, a montré l'existence d'un réseau étroit avec des groupes économiques au Chili[11]. Le réseau d'entreprises était structuré par l'intermédiaire de 40 conseillers et directeurs du CEP, lesquels siégeaient également au conseil d'administration des entreprises finançantes. Parmi elles, se distinguaient notamment les groupes économiques Angelini, Luksic et Matte, qui en assuraient le leadership[12].

Une étude menée au Mexique sur 18 centres de réflexion indépendants a révélé que 14 d'entre eux s'alignaient sur les intérêts des élites entrepreneuriales[13]. Selon cette étude, ces centres ont bénéficié d'un soutien lors de leur création et ont été parrainés par des entreprises. De plus, on a constaté la présence notable d'entrepreneurs et de groupes économiques au sein des conseils d'administration de l'IMCO[14] et de l'IPEA[15], ainsi que du CDL (étroitement lié au groupe économique Salinas) et du MEXEVA.

Le CERES en Uruguay a reçu le soutien d'entrepreneurs qui se sont engagés dans le projet fondateur et ont établi des liens avec ses équipes de direction[16].

Des modalités différenciées d'influence politique

L'objectif ultime des *think tanks* réside dans l'influence politique, qui s'exerce selon deux modalités distinctes. Les *think tanks* dits doctrinaires axent leur action sur le champ politique, en intervenant dans la lutte idéologique auprès de l'opinion publique, mais aussi en contribuant au recrutement de jeunes cadres et à la valorisation symbolique des dirigeants conservateurs. En revanche, les *think tanks* technocratiques concentrent leur action sur les politiques publiques : ils participent à leur élaboration et à leur évaluation, tout en visant la prise de contrôle de postes décisionnels, notamment dans le domaine de la politique économique.

Les études de cas mettent en évidence diverses formes de relations entre les centres doctrinaux et les responsables politiques. La FL argentine est très active dans l'organisation d'événements sociaux publics (dîners, forums, etc.) au sein desquels participent et interviennent des politiciens argentins, souvent accompagnés de dirigeants politiques étrangers de droite. Par ailleurs, l'un des membres du groupe de jeunes a été député du parti PRO. La fondation argentine Faro compte parmi ses dirigeants un député du parti Libertad Avanza du gouvernement de Javier Milei. La FJG chilienne, une fondation partisane liée à l'UDI, entretient des relations interpersonnelles plus directes avec les politiciens, en intégrant dans ses rangs plusieurs anciens dirigeants politiques issus des cabinets ministériels du gouvernement, d'anciens parlementaires, des maires et des responsables de parti. Le CED uruguayen a intégré l'ancien président Luis Lacalle Pou en tant que membre actif et son directeur a été conseiller auprès du ministère de l'Économie et des Finances[17].

Un autre type de relation avec les politiciens s'est instauré à travers des conseils techniques et un appui logistique aux campagnes électorales de candidats conservateurs, comme le montre l'exemple de l'IPEA au Mexique et du LYD au Pérou. Dans ce dernier cas, Hernando de Soto a joué un rôle clé en tant que conseiller successif d'Alberto Fujimori, d'Alan García, ainsi que de la candidate Keiko Fujimori, avant de se porter lui-même candidat.

Le MCCI s'est distingué[18] pour son rôle de coordinateur du réseau de *think tanks* mexicains dans les mobilisations citoyennes contre les réformes des gouvernements progressistes, aux côtés des entreprises, des organisations de la société civile et des médias, dans le cadre de pratiques de « lawfare » à l'encontre des gouvernements.

Les centres technocratiques concentrent leur action politique sur l'influence directe des politiques publiques gouvernementales, avec une attention particulière pour le contrôle des instances stratégiques de la politique économique – comme le ministère de l'Économie ou la Banque centrale. Leur stratégie repose aussi sur la maîtrise des processus de décision et de conception

des politiques publiques, notamment grâce à des mécanismes comme les « portes tournantes ».

Parmi les centres étudiés, plusieurs cas illustrent ce phénomène de pantouflage entre les dirigeants de *think tanks* et les cabinets gouvernementaux.

L'IERAL a gagné en visibilité grâce à la participation de Domingo Cavallo comme ministre de l'Économie au sein de différents gouvernements. Depuis, d'autres membres dirigeants ont également accédé à des postes politiques clés dans la gestion de la politique économique. Plusieurs exemples en témoignent : quatre anciens directeurs ou chercheurs de l'IERAL ont ainsi occupé la présidence de la Banque de la Nation, tandis que trois autres ont intégré le cabinet du gouvernement fédéral[19]. La Fundación Mediterránea a été étudiée comme un groupe de pression et un lobby agissant en faveur d'intérêts entrepreneuriaux spécifiques, aussi bien auprès des gouvernements que de l'État[20]. Son influence politique a varié au fil du temps, avec plusieurs moments de grande visibilité, le plus souvent par le biais de pratiques informelles[21] cachées au public, rendant difficile toute vérification empirique de l'ampleur précise de ces influences[22].

Au sein du Fedesarrollo colombien, plus de la moitié des douze directeurs du centre ont exercé une influence directe sur les réformes fiscales du pays. Ils ont notamment occupé des postes stratégiques dans la politique économique, tels que ceux des ministères de l'Économie (dans deux cas) ou de la Banque de la République. Par ailleurs, plusieurs chercheurs du centre ont accédé à des postes de direction au sein de cette même institution, surtout depuis 1991[23].

Dans les *think tanks* chiliens, on observe également d'anciens directeurs qui ont été ministres de l'Économie, en particulier pendant la période de mise en œuvre du modèle économique néolibéral.

Le CEP a tissé un réseau informel entre entrepreneurs et hauts fonctionnaires, favorisant ainsi les mécanismes de pantouflage et agissant comme un groupe de pression en matière de politique publique. Plusieurs cas illustrent ce phénomène : sur les six présidents de son conseil d'administration, deux ont successivement occupé les postes de vice-présidents de la Banque centrale, puis de ministres de l'Économie pendant la dictature, aux côtés de plusieurs conseillers économiques. De même, parmi les directeurs exécutifs, on comptait un ministre de l'Éducation ainsi que plusieurs conseillers spécialisés dans le domaine économique.

Le LYD a également été marqué par des cas de pantouflage, étroitement liés au parti UDI. Parmi les membres de son Conseil consultatif, on retrouve des personnalités ayant exercé sept fonctions ministérielles sous divers gouvernements, ainsi que deux anciens présidents et vice-présidents de la Banque centrale.

La liste des directeurs du CERES en Uruguay révèle également des cas de « portes tournantes » vers des postes gouvernementaux liés à la politique économique. On y trouve d'anciens ministres de l'Économie et des Affaires étrangères, ainsi que des présidents de la Banque centrale, et même un conseiller économique du gouvernement de Javier Milei.

Malgré les différences d'organisation et de pratiques quotidiennes entre les centres doctrinaires et technocratiques, les think tanks néolibéraux partagent une communauté de réseaux sociaux, ainsi que des liens étroits avec les sphères économique et politique. On peut ainsi affirmer qu'ils s'articulent et se renforcent mutuellement, dans une dynamique visant à construire une hégémonie néolibérale au sein des structures de pouvoir et de domination sociale.

La nature et le rôle des centres sont avant tout relationnels : ils consistent à tisser des liens personnels et stratégiques entre dirigeants et acteurs des champs économique, politique et culturel. Ces centres se positionnent eux-mêmes – et aspirent à être – comme des intermédiaires au cœur des structures de pouvoir. Parallèlement, ils étendent leur influence vers divers espaces de la société, en mobilisant différents modes de justification – qu'ils soient discursifs, symboliques ou techniques – pour légitimer la domination capitaliste.

Dans tous les cas, les centres cultivent une pratique discrète du travail relationnel dans les coulisses des gouvernements et les cercles restreints du pouvoir, en collaboration avec les élites économiques nationales et internationales. Ils s'appuient en outre sur des groupes restreints, mais très actifs, capables de faire preuve d'une résilience durable et d'adapter leurs stratégies. Ils savent ainsi se rallier aux différentes familles de la droite dans leur opposition systématique aux gauches et à toute pensée progressiste.

Traduction : Jean-Jacques Kourliandsky.

1. Atlas Network | Strengthening the Worldwide Freedom Movement (consulté le 24 février 2026).
2. Hacer – Helping Those Who Are Changing the Americas (consulté le 24 février 2026).
3. FIL | Fundación Internacional para la Libertad (consulté le 24 février 2026).
4. Inicio – Relial (consulté le 24 février 2026).
5. Des entreprises issues de divers secteurs et exerçant des activités économiques variées, allant des services à l'agroalimentaire, des petites entreprises locales aux grandes multinationales.
6. « Falleció Fulvio Rafael Pagani, Vicepresidente Segundo de Fundación Mediterránea », Fundación Mediterránea, 16 janvier 2015.
7. CEPA, « Luis Pagani y familia », 2021.
8. Gustavo Sarale, *Poder económico y economistas. El papel de la Fundación Mediterránea, la FIEL y el CEMA en la construcción de la hegemonía neoliberal en Argentina*, Tesina Carrera Comunicación Social Universidad Nacional de Cuyo, 2006, p. 71.

9. Hernán Ramirez, *La Fundación Mediterránea, 1977-1992 : estudio de caso de la relación entre entidades empresarias y partidos políticos,* tesis de maestría en ciencia política, universidad de Córdoba, 1997, p. 78-79.
10. Andrea Avila, *Think tanks y producción de hegemonía sobre política económica: el caso de Fedesarrollo en la Colombia contemporánea*, dans Inés Nercesian, Francisco Robles Rivera et Miguel Serna (dir.), *Las tramas del poder en América Latina. Elites y privilegios*, Buenos Aires, Clacso, 2023, p. 133.
11. Juan Morales Martin, Martin Videla Rocha et Roberto Ibacache Monasterio, « Grupos económicos, redes corporativas y Think Tanks. El caso del Centro de Estudios Públicos en Chile », *Revista Iconos*, 2023, vol. 27, n°77, 2023, p. 31.
12. Ibid.
13. Alejandra Salas-Porras, *El activismo social de los centros de pensamiento mexicanos alineados con las élites empresariales*, dans Inés Nercesian, Francisco Robles-Rivera et Miguel Serna (dir.), *Las tramas del poder en América Latina. Elites y privilegios,* Buenos Aires, Clacso, 2023, p. 107.
14. Cinépolis, CMN, Kimberly Clark, Grupo Bimbo, Grupo Cuprum, Cleber y Fultra, COMCE, MODELO, Dine, Vitro, CYDSA, Bancomer.
15. Grupo Concord, Cinépolis, CMN, Kimberly Clark, Grupo Bimbo, Yakult, Comex, Lumni México, Finacces SAPI, Alsea, Grupo Marhnos.
16. À l'occasion du 40e anniversaire du centre, le discours de son ancien directeur, Eduardo Favaro, a rendu hommage à l'engagement personnel des économistes Eduardo Favaro et Claudio Sapelli (fils d'un entrepreneur local), du sociologue Gastón Labadie, ainsi qu'au soutien des entrepreneurs José Miguel Otegui et Ricardo Peirano, issus de familles d'entrepreneurs locaux réputées.
17. Hernán Bonilla, LinkedIn (consulté le 15 décembre 2025).
18. Alejandra Salas-Porras, *El activismo social de los centros de pensamiento mexicanos alineados con las élites empresariales*, dans Inés Nercesian, Francisco Robles-Rivera et Miguel Serna (dir.), *Las tramas del poder en América Latina. Elites y privilegios,* Buenos Aires, Clacso, 2023, p. 114.
19. Gustavo Sarale, *Poder económico y economistas. El papel de la Fundación Mediterránea, la FIEL y el CEMA en la construcción de la hegemonía neoliberal en Argentina,* tesina Carrera Comunicación Social, Universidad Nacional de Cuyo, 2006, p. 153-154.
20. Mariana Heredia, « El proceso como bisagra: emergencia y consolidación del liberalismo tecnocrático: FIEL, FM y CEMA », dans Alfredo Pucciarelli (coord.), *Empresarios, tecnócratas y militares. La trama corporativa de la última dictadura,* Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editiores, 2004.
21. Gustavo Sarale, *Poder económico y economistas. El papel de la Fundación Mediterránea, la FIEL y el CEMA en la construcción de la hegemonía neoliberal en Argentina,* Tesina Carrera Comunicación Social Universidad Nacional de Cuyo, 2006, p. 143.
22. Hernán Ramirez, *La Fundación Mediterránea, 1977-1992: estudio de caso de la relación entre entidades empresarias y partidos políticos,* tesis de maestría en ciencia política, Universidad de Córdoba, 1997, p. 117 et p. 148.
23. Andrea Avila, *Think tanks y producción de hegemonía sobre política económica: el caso de Fedesarrollo en la Colombia contemporánea*, dans Inés Nercesian, Francisco Robles Rivera et Miguel Serna (dir.), *Las tramas del poder en América Latina. Elites y privilegios*, Buenos Aires, Clacso, 2023, p. 140-142.